



LE RÔLE DES PARLEMENTS DANS LE PARTENARIAT POUR UN GOUVERNEMENT OUVERT

#ParlAmericasOPN

DATE

21-22 novembre 2017

THÈME

Partenariat pour un
gouvernement ouvert

LIEU

Buenos Aires, Argentine

PARTICIPANTS

47 parlementaires, membres du personnel parlementaire,
et représentantes et représentants de la société civile

ParlAmericas, en partenariat avec la Chambre des députés d'Argentine, le Groupe de travail sur l'ouverture en matière législative du Partenariat pour un gouvernement ouvert (PGO) et la Fondation *Directorio Legislativo*, a organisé un dialogue avec des experts et la société civile sur le rôle du parlement dans le PGO dans le cadre de la **Réunion régionale des Amériques du PGO** à Buenos Aires, en Argentine. Depuis son lancement en 2011, le PGO promeut la transparence, le renforcement des pouvoirs des citoyennes et des citoyens, la lutte contre la corruption et l'utilisation des nouvelles technologies pour améliorer la gouvernance dans les pays ayant rejoint cette initiative internationale.

Lors de cette activité, les parlementaires ont assisté à une réunion d'information d'une journée au sujet du PGO et de son impact à ce jour, et ont discuté de l'importance de collaborer avec la société civile pour co-développer et co-exécuter les Plans d'action nationaux adoptés grâce à cette initiative multilatérale. De plus, ils ont exploré la manière dont les résultats de ces plans peuvent améliorer la vie

des citoyennes et des citoyens, et appuyer les législatures dans l'exercice de leurs fonctions législative, de représentation et de surveillance. Ces discussions ont donné aux parlementaires des informations leur permettant de réfléchir à l'impact des initiatives pour un gouvernement ouvert lors des sessions de la Réunion régionale des Amériques du PGO le lendemain ; et à la manière dont ils peuvent contribuer, en tant que parlementaires, au progrès et à la durabilité des initiatives du PGO dans leur propre pays et renforcer leur collaboration avec la société civile.

La membre de la Chambre des députés, **Margarita Stolbizer** (Argentine), membre du Conseil de ParlAmericas, a inauguré l'événement, accompagnée du sénateur **Hernán Larraín** (Chili), président du Réseau pour un parlement ouvert de ParlAmericas. Le discours principal a été présenté par l'honorable **Scott Brison**, membre du Parlement, président du Conseil du Trésor du Canada et coprésident du gouvernement d'appui du Comité directeur du PGO.

« La question est de savoir comment cette plateforme (le Partenariat pour un gouvernement ouvert) de 75 pays s'étant engagés à promouvoir un agenda pour un gouvernement ouvert peut être élaborée efficacement en partenariat avec les parlements, et comment nous pouvons avancer non seulement dans l'intégration, mais également dans les objectifs liés aux sociétés ouvertes, grâce à la responsabilité et un accès à l'information réel, ce qui renforcera nos démocraties et la lutte contre la corruption, et permettra d'obtenir une plus grande participation citoyenne dans la prise de décision. »



Sénateur **HERNÁN LARRAÍN** (Chili),
président du Réseau
pour un parlement
ouvert de ParlAmericas

Le Partenariat pour un gouvernement ouvert et son impact sur le public et les parlements

Le PGO transforme la façon dont les gouvernements élaborent et mettent en œuvre les politiques publiques. Ses réformes sont généralement élaborées et exécutées à travers des Plans d'action nationaux (PAN) co-crées par la branche exécutive du gouvernement et la société civile, et ses impacts sont évalués par un Mécanisme d'examen indépendant (MEI). En plus de bénéficier au public, les résultats des efforts de la branche exécutive, effectués par le biais de leurs PAN, soutiennent les législatures dans l'exercice de leurs fonctions législative, de représentation et de surveillance. Cette session a été modérée par la membre de l'Assemblée nationale **Paula Forteza** (France), qui a également présenté le PGO. Elle a été rejointe par **Joseph Foti**, directeur du Mécanisme d'examen indépendant (MEI) au sein du Partenariat pour un gouvernement ouvert, qui a présenté les impacts du PGO dans le monde entier et dans l'hémisphère, et par **Noel Alonso Murray**, directrice générale de la Fondation Directorio Legislativo, qui a parlé de l'importance du PGO pour la société civile. Le sénateur **Hernán Larraín** (Chili), président du Réseau pour un parlement ouvert de ParlAmericas et la membre de la Chambre des députés **Karina Banfi** (Argentine), présidente du Réseau parlementaire pour l'égalité des genres de ParlAmericas, ont discuté de l'impact des résultats du PGO sur les parlementaires et du rôle que ces derniers peuvent jouer, en collaborant avec la société civile, pour assurer la durabilité des initiatives pour un gouvernement ouvert.

« Le gouvernement ouvert, c'est bien plus que des données ouvertes ; il s'agit d'un changement fondamental dans la relation entre le gouvernement et le public que nous représentons. Nous pensons que le Partenariat pour un gouvernement ouvert est un forum multilatéral très important et que ParlAmericas l'est aussi pour permettre aux parlementaires de tous partis politiques dans nos pays de participer à cet agenda [...]. Nous devons impliquer tous les acteurs, les experts, le public, pour identifier les problèmes et élaborer les solutions ensemble. En tant que gouvernement, c'est notre rôle de rendre les institutions plus ouvertes, transparentes et responsables. Nous sommes élus pour représenter le public, et le gouvernement ouvert est un outil important nous permettant de remplir notre rôle. Il s'agit de travailler ensemble chaque jour pour obtenir des institutions gouvernementales plus crédibles et saines, façonnées par les personnes pour lesquelles nous travaillons. »



Membre de l'Assemblée nationale
PAULA FORTEZA
(France)

« Ce qui est intéressant dans le Partenariat pour un gouvernement ouvert (PGO), c'est qu'il est régi par les gouvernements et la société civile à la fois. Le Comité directeur du PGO compte 22 membres, dont la moitié sont des membres des gouvernements nationaux et l'autre moitié des membres d'organisations de la société civile. C'est une caractéristique propre à cette organisation internationale et qui facilite la collaboration entre les deux groupes. Il est très important de pouvoir travailler avec la société civile dans la gouvernance de ce partenariat, non seulement en termes de valeur, mais également de comment la société civile peut contribuer à améliorer, enrichir et renforcer la qualité des politiques publiques, et à habilitier le secteur public et l'État. »



L'honorable **SCOTT BRISON**,
Membre du Parlement et
président du Conseil du
Trésor du Canada

« Cela nous permettra d'avancer dans une discussion sincère sur le gouvernement ouvert dans nos pays respectifs. Nous aurons l'opportunité de présenter nos meilleures pratiques et de discuter de notre rôle en tant que parlementaires dans l'application des principes du gouvernement ouvert, en particulier en ce qui concerne le travail de notre réseau parlementaire sur l'ouverture législative. »



Membre de la
Chambre des
députés,
**MARGARITA
STOLBIZER**
(Argentine),
membre du
Conseil de
ParlAmericas

QU'EST-CE QU'UN GOUVERNEMENT OUVERT ?

Un gouvernement durablement plus transparent, plus responsable et plus sensible à ses propres citoyennes et citoyens, et dont le but ultime est d'améliorer la qualité de la gouvernance et des services reçus par la population. Aller vers un gouvernement ouvert requiert un changement de normes et de culture pour assurer un dialogue et une collaboration véritables entre le gouvernement et la société civile.

COMMENT UN GOUVERNEMENT OUVERT PEUT-IL FACILITER LE TRAVAIL DU PARLEMENT ?

- ⇒ L'accès aux informations gouvernementales sous format ouvert peut faciliter l'analyse des parlementaires, du personnel parlementaire et des tiers (universitaires, think tanks, groupes de recherche industriels, etc.) et aider les parlementaires à superviser la politique et les dépenses du gouvernement
- ⇒ L'accès à des données gouvernementales utiles permet de prendre des décisions fondées sur des preuves et d'améliorer la législation
- ⇒ La divulgation proactive de données gouvernementales utiles peut réduire la quantité de consultations reçues par les parlementaires, en répondant de manière volontaire aux questions fréquentes
- ⇒ La confiance citoyenne envers nos institutions gouvernementales ne peut être gagnée que par des efforts de toutes les branches du gouvernement (exécutive, législative et judiciaire) car souvent, la population ne les différencie pas ; augmenter la confiance citoyenne envers la structure exécutive peut également bénéficier au parlement

COMMENT LES PARLEMENTAIRES PEUVENT-ILS ET ELLES CONTRIBUER AUX INITIATIVES POUR UN GOUVERNEMENT OUVERT ?

- ⇒ **Promulguer des lois sur l'ouverture**
On estime qu'environ 15 % des engagements du PGO requièrent une action législative. Souvent, cela implique de promulguer des lois modifiant la gouvernance du pays ou l'intégrité des cadres réglementaires, comme des lois sur la liberté d'information, des réglementations sur le lobbying et la finance politique, et des lois sur les données ouvertes.
- ⇒ **Superviser le gouvernement**
The IRM reports aim to serve as an independent, objective review of government effectiveness in implementing OGP commitments. These objective, external reviews can be an extremely useful input to legislatures as they conduct oversight and seek to ensure that NAP commitments are effectively implemented.
- ⇒ **Promouvoir la participation au PGO**
Les parlements peuvent encourager un pays à rejoindre le PGO en faisant de la sensibilisation et en appuyant son adhésion. De plus, lorsqu'un pays ne remplit pas les critères d'éligibilité au PGO, le parlement peut jouer un rôle important pour proposer les réformes nécessaires.
- ⇒ **Communiquer les engagements du PGO à la population**
Les parlementaires sont dans une position unique pour sensibiliser la population aux engagements pour un gouvernement ouvert entrepris par leur gouvernement respectif. En communiquant ces informations, ils peuvent contribuer à créer une dynamique pour ces réformes au sein de la population, l'encourager à participer à ces processus et lui permettre de rendre son gouvernement responsable de ces engagements.

« Un aspect fondamental émergent du Partenariat pour un gouvernement ouvert est l'idée de co-création. Ce concept est très innovant en termes de mécanismes de travail pour la société civile et l'État car il place la société civile sur un pied d'égalité que nous n'avons pas dans d'autres espaces. Il change la dynamique de travail pour des mécanismes plus coopératifs. »



NOEL ALONSO MURRAY,
Directrice générale de la
Fondation
Directorio Legislativo



Membre de la Chambre
des députés **KARINA
BANFI** (Argentine),
présidente du Réseau
parlementaire pour
l'égalité des genres de
ParlAmericas

« [La loi sur l'accès à l'information publique] a été l'une des lois les plus votées au parlement. Nous avons dû chercher un consensus dans d'autres partis politiques pour faire avancer cet agenda, et nous avons adopté cette loi en Argentine en mai 2016 avec le soutien d'un grand nombre de parlementaires. Cela a été le premier tournant indiquant le chemin que notre pays allait prendre : reconnaître que le gouvernement ou les élus et élus ne sont pas infaillibles et que nous devons avoir une relation constante avec le public pour rendre ces politiques publiques légitimes, mais que nous devons également lutter contre la pauvreté et l'impunité, et améliorer la qualité de vie des citoyennes et des citoyens. »

« Une partie de ce que le Partenariat pour un gouvernement ouvert vise à réaliser est la création d'un environnement où la société civile en saurait davantage sur le travail du parlement et deviendrait plus professionnelle dans ce domaine. Il ne s'agit pas de critiquer les parlements, mais de les aider à se renforcer et à gagner la confiance du public. Ce processus implique en partie la création d'un dialogue plus constructif entre la société civile et le parlement. »



K. SCOTT HUBLI,
Directeur de la
gouvernance de
l'Institut national
démocratique

Montrer l'exemple grâce à l'élaboration de Plans d'action pour l'ouverture en matière législative

En plus de leur contribution aux engagements du PGO pris la branche exécutive, les parlementaires peuvent contribuer à cet agenda en montrant l'exemple et en appliquant les principes d'ouverture et de collaboration avec la société civile au sein de la législature elle-même. Cette session a été modérée par **Scott Hubli**, Directeur de la gouvernance de l'Institut national démocratique (NDI), qui a présenté le nouveau kit d'outils du NDI pour l'ouverture en matière législative. Suite à cette présentation des Plans d'action nationaux pour l'ouverture législative, les participantes et participants ont partagé l'expérience des parlements suivant des plans d'actions pour un parlement ouvert, concernant la durabilité des efforts pour l'ouverture législative par les cycles électoraux ou les changements de leadership. Le sénateur **Mauricio Lizcano** (Colombie), ancien président du Sénat et vice-président du Réseau pour un parlement ouvert de ParlAmericas pour l'Amérique du Sud, et le sénateur **Andrés García Zuccardi** (Colombie), vice-président du Sénat, ont présenté un aperçu des efforts pour l'ouverture législative du Sénat de Colombie et des leçons apprises à travers sa transition de leadership. **David Bello**, le gagnant du Visualisathon législatif du Congrès de Colombie, les a rejoints pour présenter l'application gagnante : [Parallelo](#). Le membre de la Chambre des députés **Patricio Vallespín** (Chili), la membre de l'Assemblée nationale et vice-président du Réseau pour un parlement ouvert de ParlAmericas pour l'Amérique centrale, **Karla Prendas** (Costa Rica), et la sénatrice **Blanca Ovelar** (Paraguay) ont chacun partagé leur expérience dans la promotion de l'élaboration de plans d'action pour un parlement ouvert au sein de leur propre parlement, et les stratégies appliquées pour assurer la durabilité de ces efforts avec des transitions vers un nouveau parlement dans leur pays au cours de l'an prochain.



Sénateur **MAURICIO LIZCANO** (Colombie), ancien président du Sénat et vice-président du Réseau pour un parlement ouvert de ParlAmericas pour l'Amérique du Sud

« Nous avons rédigé trois lois importantes : la première est la loi sur le code de déontologie du Congrès, qui a été adoptée durant mon mandat et exige des rapports semestriels aux parlementaires [...]; la seconde est la loi sur le lobbying, en ce moment à la Chambre des représentants [...]; et la troisième, récemment présentée par le président de la Chambre et débutée durant mon mandat en tant que président, est celle sur l'unité d'assistance budgétaire. »

« Comment avons-nous commencé ? Nous avons créé deux comités dans chaque Chambre. Nous avons institutionnalisé la création de ces comités à travers des résolutions, puis nous les avons intégrées et avons commencé à travailler ensemble ; nous avons invité la société civile à co-créer un plan d'action et nous avons établi une unité administrative dans chaque Chambre, responsable de l'élaboration [du plan]. La durabilité est assurée grâce à un cadre institutionnel et des personnes préparées à exécuter le plan. »



Sénatrice **BLANCA OVELAR** (Paraguay)



Ce guide a pour objectif d'enrichir les efforts des parlementaires et de leurs homologues de la société civile pour entâmer un processus collaboratif visant à développer et mettre en œuvre des engagements pour l'ouverture, soit en tant que partie du processus du PGO ou autrement. Consultez le [guide](#) entier (en anglais).

COMMENT LES PARLEMENTAIRES PEUVENT-ILS ET ELLES TRAVAILLER SUR L'OUVERTURE DE LEURS PARLEMENTS À TRAVERS LE PARTENARIAT POUR UN GOUVERNEMENT OUVERT ?

⇒ Présenter des engagements aux Plans d'actions nationaux (PAN)

Les parlements peuvent participer au PGO en présentant des engagements dans le cadre du PAN. Inclure des engagements législatifs dans le PAN aide à s'assurer qu'ils soient cohérents avec les valeurs du PGO, élaborés en collaboration avec la société civile et qu'ils fassent l'objet du processus du Mécanisme d'examen indépendant (MEI).

⇒ Créer des plans d'action pour un parlement ouvert

Les parlements peuvent aussi élaborer leur propre plan d'action sur l'ouverture législative en consultation avec la société civile locale, suivant souvent un processus très similaire à celui du PAN. Ces plans peuvent désormais être intégrés comme des chapitres du PAN et faire l'objet d'un processus du MEI.

« [Nous devons avoir la] conviction partagée que travailler ensemble est une méthode adaptée. Dans notre deuxième plan d'action, nous avons commencé à interagir en permanence à travers des mécanismes, des réunions de travail, où nous avons expliqué aux organisations de la société civile ce que nous voulions intégrer dans notre plan d'action [...]. Cela signifiait que nous entendions leurs priorités liées à ce que nous visions, elles se sentaient donc comme des partenaires dans ce processus, et nous continuons de travailler de cette manière. »



Membre de la Chambre des députés **PATRICIO VALLESPÍN** (Chili)



Membre de l'Assemblée nationale **KARLA PRENDAS** (Costa Rica), vice-présidente du Réseau pour un parlement ouvert de ParLAmericas pour l'Amérique centrale

« Nous avons rencontré une certaine résistance non seulement des parlementaires, mais également de la culture organisationnelle [du Parlement]. Les responsables [des services administratifs de l'Assemblée] ne souhaitaient pas s'impliquer dans ces questions. Nous avons compris que nous n'obtiendrions aucun résultat si nous voulions un processus institutionnalisé et durable. C'est pourquoi le premier plan d'action adopté mettait l'accent sur l'investissement dans des formations et des efforts pour les convaincre de se joindre à nous [pour œuvrer pour un parlement ouvert]. »

« Le deuxième grand défi est la co-crétion [...]. Par ce processus, nous engageons mieux la société civile en impliquant davantage d'organisations, en rendant le processus plus officiel. Nous engageons également les partis politiques à travers le bureau du Sénat [...] et nous impliquons maintenant le personnel du Congrès [...]. Nous investissons des efforts de taille dans la co-crétion et la coopération, non seulement pour faire avancer et renforcer ces initiatives, mais également et surtout pour assurer leur durabilité. »



Sénateur **ANDRÉS GARCÍA ZUCCARDI** (Colombie), vice-président du Sénat

Les parlementaires à la Réunion régionale des Amériques du PGO

La réunion d'information parlementaire du 21 novembre a préparé le terrain pour la participation des parlementaires à la Réunion régionale des Amériques du PGO le 22 novembre. Cette rencontre a réuni 2 000 représentantes et représentants des gouvernements et de la société civile, des innovateurs du numérique, des développeurs, des journalistes et des chercheurs, pour partager leur expérience et faire avancer l'agenda pour un gouvernement ouvert face aux défis mondiaux actuels. Les sessions ont abordé un grande variété de sujets, comme la manière dont les initiatives pour un gouvernement ouvert renforçant la transparence et impliquant le public dans les processus décisionnels peuvent appuyer l'adaptation et l'atténuation du changement climatique, l'autonomisation des femmes, la prestation des services publics, les processus électoraux, les processus budgétaires, les systèmes pénitentiaires, les relations des gouvernements avec le secteur privé et les systèmes judiciaires, entre autres. En participant à cette activité, les parlementaires ont eu l'opportunité de collaborer avec des représentantes et représentants de la société civile et des gouvernements, ainsi qu'avec d'autres expertes et experts, pour leur poser des questions et en savoir plus sur leurs expériences en matière de collaboration avec le public dans un dialogue constructif et continu, afin de renforcer le système de gouvernance de leur pays et rétablir la confiance du public envers les institutions. Au cours de cette activité, les parlementaires ont été invités à se demander comment les initiatives pour un gouvernement ouvert présentées lors de la réunion influent de manière positive sur la vie des citoyennes et des citoyens, et sur leur travail législatif. Cela leur a permis de réfléchir à une manière de contribuer à la durabilité de ces initiatives à travers leurs fonctions de parlementaires et à l'importance de collaborer avec la société civile, et d'identifier des opportunités de le faire.

« L'invitation et l'expérience du PGO Argentine a été une motivation de taille à réunir le mouvement de la société civile et le gouvernement aux Bahamas pour co-crétion de législation progressiste qui apportera une transparence et une responsabilité nécessaires dans notre pays. Les pays membres du PGO ont partagé des apprentissages et des suggestions utiles durant ces sessions, qui aideront maintenant notre mouvement de la société civile via cette nomination consultative au Sénat, pour faire avancer nos efforts pour l'accès à l'information, la législation anti-corruption, l'application des meilleures pratiques internationales et l'information du public. Grâce au PGO Argentine, je suis plus déterminé que jamais à faire en sorte que les Bahamas rejoignent le Partenariat en 2018. »



Sénateur **RANARD HENFIELD** (Bahamas)

« Il est important d'engager tous les acteurs, comme la société civile et les partis politiques, pour faire avancer cet agenda [pour un parlement ouvert] et assurer sa durabilité. Le parlement peut faire beaucoup, mais il est essentiel que d'autres acteurs soutiennent également ce processus afin que les réformes proposées continuent après les processus électoraux. Nous sommes en train de créer un groupe parlementaire multipartite pour l'ouverture législative en Équateur. Nous pensons que cette initiative est un bon moyen de diriger cet agenda au sein de l'Assemblée. »



Membre de l'Assemblée nationale **DIEGO GARCÍA** (Équateur)

« La Jamaïque a soumis une lettre d'intention pour rejoindre le Partenariat pour un gouvernement ouvert (PGO) en 2016, devenant le 3e pays des Caraïbes à rejoindre cette initiative multilatérale mondiale pour la transparence, responsabilité, et participation citoyenne. Ma participation à la Réunion régionale des Amériques du PGO m'a donné l'opportunité d'apprendre d'avantage au sujet du partenariat, des étapes que le gouvernement doit suivre pour élaborer son Plan d'action national et des résultats qui ont été obtenus à travers l'hémisphère. Ceci me permettra de partager cet information avec mes collègues et de promouvoir la participation continue de la Jamaïque au PGO au sein du parlement. »



Sénatrice **JULIET SAMANTHA CUTHBERT FLYNN** (Jamaïque)



Membre de la Chambre des députés **RAYMONDE RIVAL** (Haïti)

« La société civile joue un rôle important en ce qu'il demande des comptes au gouvernement, mais son rôle va plus loin. Grâce à la variété de ses expériences, expertises, connaissances et opinions, la société civile peut contribuer à un processus décisionnel plus informé des gouvernements et des parlements, entraînant de meilleurs résultats et une adhésion aux décisions. Il est important d'établir un dialogue continu pour une prise de décisions plus inclusive garantissant l'engagement des femmes et des groupes traditionnellement marginalisés. »

« Ces réunions ont été très importantes. La méthodologie appliquée dans les initiatives présentées, qui incluent le gouvernement et la société civile, est innovante et, je crois, une façon plus collaborative de travailler qui est centrée sur des objectifs communs. Ceci peut aussi nous être très utile dans notre travail en tant que parlementaires puisque ceci peut nous aider à mettre en œuvre des initiatives supportées par la société civile. »

« Je crois que les initiatives présentées lors de la Réunion régionale des Amériques du Partenariat pour un gouvernement ouvert sont innovantes et crée une valeur publique pour les institutions qui les mettent en œuvre. De plus, les rapports développés par le Mécanisme d'examen indépendant sont des instruments qui peuvent m'être utiles dans le cadre de mon travail de surveillance politique, et je les garderai en tête lorsque je surveille les actions du gouvernement en ce qui concerne la transparence. »



Membre du Congrès **JUAN CARLOS DEL ÁGUILA** (Pérou)



Membre de l'Assemblée législative **SANTOS ADELMO RIVAS** (El Salvador)

PARLEMENTS PRÉSENTS



ARGENTINE



LES BAHAMAS



CANADA



CHILI



COLOMBIE



COSTA RICA



ÉQUATEUR



EL SALVADOR



GUATEMALA



HAÏTI



JAMAÏQUE



PARAGUAY



PÉROU



SAINTE LUCIE

ORGANISATIONS PARTICIPANTES



OBSERVATORIO
LEGISLATIVO



DIRECTORIO
LEGISLATIVO



Cette activité a été possible grâce au soutien généreux de la Chambre des députés d'Argentine et du Gouvernement canadien par l'entremise d'Affaires mondiales Canada. Elle a été organisée de concert avec une réunion du House Democracy Partnership, soutenue par l'Institut national démocratique (NDI) et l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID), qui a rassemblé des délégations parlementaires de la Colombie, Guatemala, Haïti et Pérou, ainsi que des membres du personnel de la Chambre des représentants des États-Unis, qui ont aussi participé à cette activité de ParlAmericas.

Canada



PARLAMERICAS



ParlAmericas est l'institution qui promeut la **DIPLOMATIE PARLEMENTAIRE** dans le **SYSTÈME INTERAMÉRICAIN**



ParlAmericas est composé des **ASSEMBLÉES LÉGISLATIVES** des États membres de l'OEA de l'Amérique du Nord, Centre et Sud, et Caraïbes



ParlAmericas facilite l'échange des **MEILLEURES PRATIQUES** parlementaires et promeut le **DIALOGUE POLITIQUE COOPÉRATIF**



ParlAmericas intègre l'**ÉGALITÉ DES GENRES** en préconisant l'autonomisation politique des femmes et l'application d'une perspective d'analyse du genre dans le travail législatif



ParlAmericas promeut les **PARLEMENTS OUVERTS** en renforçant les principes de transparence, de responsabilisation, de participation citoyenne, et d'éthique et probité



ParlAmericas encourage les politiques et mesures législatives pour atténuer et s'adapter aux effets du **CHANGEMENT CLIMATIQUE**



ParlAmericas travaille pour renforcer la démocratie et gouvernance en accompagnant les **PROCESSUS ÉLECTORAUX**



ParlAmericas est basé à **OTTAWA, CANADA**

Secrétariat International de ParlAmericas
710—150 rue Wellington, Ottawa, Ontario, K1P 5A4 Canada
Téléphone: +1 (613) 594-5222 | Fax: +1 (613) 594-4766
www.parlamericas.org | info@parlamericas.org

